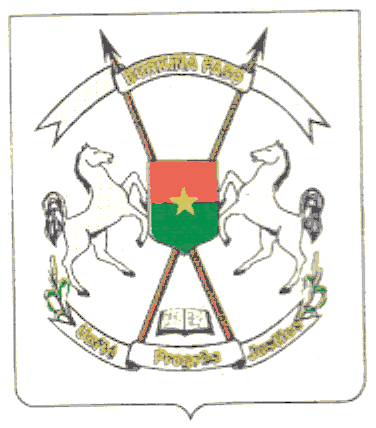
**BURKINA FASO**

Unité- Progrès- Justice

=-=-=-=-=-=-=

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **MINISTERE DE L’AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES** | **MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES** | **MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT, DE L’ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE** | | **MINISTERE DE L’ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L’INNOVATION** | **MINISTERE DE L’EAU ET DE L’ASSAINISSEMENT** |
| **MAAH** | **MRAH** | **MEEVCC** | **MESRSI** | | **MEA** |

. ****



**20EME EDITION DE LA JOURNEE NATIONALE DU PAYSAN**

**COMITE NATIONAL D’ORGANISATION**

**-=-=-=-=-=-=-=-**

**COMMISSION THEME**

***Thème : « La Journée Nationale du Paysan, 20 ans d’existence : Bilan et perspectives »***

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA 19ème EDITION DE LA JNP, TENUE LES 28, 29 ET 30 AVRIL 2016 A TENKODOGO**

**SOUS LE THEME : *«Agriculture et lutte contre le chômage : développer et soutenir l’entreprenariat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique pour l’insertion socio-professionnelle des jeunes »***

Document de synthèse

Mai 2017

**INTRODUCTION**

La 19ème édition de la journée nationale du paysan (JNP) s’est tenue à Tenkodogo (Région du Centre-Est) les 28, 29 et 30 avril 2016 sous le thème «***Agriculture et lutte contre le chômage : développer et soutenir l’entreprenariat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique pour l’insertion socio-professionnelle des jeunes***».

Elle avait connu la participation de près de 1000 producteurs venus des treize Régions, 175 exposants à la foire et des invités venus du Togo et du Ghana. Aussi, plusieurs grandes activités ont eu lieu dont les échanges entre SEM le Président du Faso et les producteurs. A l’issue de ces échanges, des recommandations ainsi que des engagements ont été pris afin d’accompagner les producteurs dans la réalisation des objectifs de production.

Le présent document, fait l’état de mise en œuvre de ces recommandations et engagements, après une année de mise en œuvre par les différents départements ministériels. Il est articulé autour des points ci-après :

* le rappel des recommandations par sous-secteurs ;
* le rappel des engagements par sous-secteurs ;
* l’état de leur mise en œuvre.

1. **RAPPEL DES RECOMMANDATIONS A L’ENDROIT DE L’ETAT**

**Au titre du sous-secteur agriculture et aménagement hydraulique**

Vingt (20) recommandations ci-après ont été formulées :

* intégrer une limitation de superficie dans la loi 034 ;
* créer une véritable banque agricole ;
* subventionner l'acquisition des intrants et équipement agricoles de qualité ;
* mettre en place des projets et programmes pour l'accompagnement des acteurs ;
* fixer un prix planché pour les produits agricoles ;
* appuyer la construction des infrastructures artisanales de transformation de la tomate dans les zones de grandes productions ;
* créer des zones de production agricoles au profit des jeunes ;
* promouvoir des unités de transformation des produits agricoles ;
* renforcer les infrastructures de commercialisation des produits agricoles (comptoirs, magasins de stockage) ;
* mettre à la disposition des producteurs de la région des semences et intrants adaptés dans les meilleurs délais ;
* aménager des sites maraîchers autour des points d'eau ;
* encadrer les organisations faîtières pour leurs stabilités et leurs pérennités ;
* promouvoir la création d'unités de transformation de produits agricoles en exploitant le partenariat public-privé ;
* accélérer le processus de mise en place des structures foncières au niveau local (villages et communes) conformément à la loi No 034, portant régime foncier en milieu rural ;
* accélérer l'opérationnalisation de l'acte uniforme/OHADA ;
* accélérer la mise en place de l'unité de montage des tracteurs
* accélérer la mise en place de la CAIMA (centrale d'achat des intrants et de matériel agricole) ;
* rendre disponible à prix subventionnés le matériel et les intrants agricoles ;
* accélérer la mise en œuvre de la loi portant régime foncier en milieu rural.

**Au titre du sous-sectoriel ressources animales et halieutique**

Les recommandations formulées, étaient au nombre de quatorze (14). Ce sont :

* renforcer le fonds du FODEL à 5 milliards afin d’améliorer ses capacités de financement des jeunes ;
* faciliter l’acquisition du matériel et équipements d’élevage ;
* sécuriser les espaces pastoraux ;
* équiper et renforcer les capacités des jeunes dans le domaine de la transformation des produits d’élevage ;
* améliorer le niveau d’exploitation du Centre aquacole du barrage de Bagré ;
* implanter une unité de fabrique d’aliments bétail dans la région du Sahel ;
* intensifier les sensibilisations des populations sur l’importance de la vaccination contre la MNC dans l’amélioration des productions avicoles ;
* ensemencer d’alevins les points d’eau ;
* rouvrir et sécuriser les pistes à bétail traditionnels ;
* traduire la loi d’orientation sur le pastoralisme en langues locales et en faire une large diffusion ;
* créer et équiper les unités de transformation pour valoriser les produits de l’élevage au profit des jeunes et des femmes ;
* encourager la consommation des produits locaux lors des grandes cérémonies et des ateliers ;
* créer un fonds de développement des ressources halieutiques ;
* appliquer la loi d’orientation relative au pastoralisme (loi .34-2002).

**Au titre du sous-secteur environnement, économie verte et changement climatique**

Quinze (15) recommandations ci-après ont été formulées :

* former les acteurs en technique de collecte des PFNL et de recherche de marché ;
* subventionner les équipements de transformation des PFNL ;
* créer un fonds d’appui au développement de l’économie verte ;
* améliorer l’accès à l’équipement de transformation des PFNL ;
* introduire des modules de formation dans les CPR pour le renforcement des capacités des acteurs PFNL ;
* mettre en œuvre des actions vigoureuses de sauvetage de la faune ;
* appuyer les actions de Régénérescence Naturelle Assistée.
* introduire l’Education Environnementale dans les programmes de formation formelle et non formelle ;
* appuyer la création d’unités de récupération et de transformation des emballages et des sachets plastiques ;
* acheter et enlever les déchets plastiques collectés et stockés en région.
* rendre accessible les financements aux jeunes formés dans les CPR et les établissements professionnels privés ;
* alléger le circuit de financement des projets de jeunes ;
* structurer les acteurs à la base selon l’acte uniforme de la société coopérative ;
* élaborer des textes législatifs et règlementaires relatifs à l’entreprenariat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique.

**Au titre du sous-secteur de l’eau et de l’assainissement**

* prendre des dispositions pour mobiliser suffisamment de ressources pour finir les travaux d’aménagement du barrage de Samandeni

**Au titre du sous-secteur du commerce de l’industrie et de l’artisanat**

* finaliser et rendre fonctionnel l’usine de transformation des produits maraichers de Loumbila

1. **ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS**

La situation de mise en œuvre des recommandations par les services et structures des ministères en charge du développement rural de l’Etat avec l’appui de ses partenaires, est faite par sous-secteurs et se présente comme suit:

* 1. **Etat d’exécution des recommandations dans le sous-secteur agriculture**

***Recommandation n°1 : Mobiliser suffisamment de ressources pour finir les travaux d'aménagement du barrage de Samendéni dans les meilleurs délais***

Cette recommandation relève du ministère en charge de l'Eau et de l'assainissement.

***Recommandation n°2 : Intégrer une limitation de superficie dans la loi 034***

La loi 034-2009, portant régime foncier rural ne prévoit pas de limitation de superficie détenue ou acquise par un individu mais elle organise les transactions foncières rurales et formule des dispositions claires à l'encontre des spéculateurs fonciers. en effet, pour lutter contre la spéculation foncière et l’accaparement des terres en milieu rural, la loi a pris des dispositions à travers son article 50 qui organise l’acquisition des superficies et les conditions de mise en valeur des terres acquises en milieu rural.

Cet article et le décret y relatif soulignent que toute cession d’une possession foncière rurale requiert l’autorisation du conseil municipal du lieu de situation du terrain lorsque la superficie du terrain est comprise entre dix (10) et cinquante (50) hectares. Entre cinquante (50) et cent (100) hectares, l’autorisation conjointe des ministres chargés des domaines, du cadastre, et de la tutelle technique de l’activité à réaliser est requise. Au-delà de cent (100) hectares, seul le conseil des ministres est compétent pour autoriser la cession. Aussi, l'article 74 vient préciser que le défaut de mise en valeur des terres rurales acquises à des fins d’exploitation à but lucratif est sanctionné par la perception d’une taxe de non mise en valeur au profit du budget de l’Etat et/ou des collectivités territoriales. Il peut aller jusqu’au retrait de la parcelle.

***Recommandation n°3 : Créer une véritable banque agricole***

L'étude de faisabilité est en cours. La table ronde des actionnaires a eu lieu le 05 avril 2017 avec une confirmation des prises de participation au capital de 15 milliards de FCFA. Le capital devrait être intégralement libéré au plus tard le 30 mai 2017 pour permettre la tenue de l'Assemblée générale constitutive indispensable à la finalisation du dossier de demande d'agrément. La transmission du dossier de demande d'agrément à la Commission Bancaire de la BCEAO devrait intervenir au cours du mois de juin 2017 en vue de son inscription à l'ordre du jour de la 2ème session de la Commission Bancaire prévue pour se tenir au plus tard fin juin 2017. Par ailleurs, le Ministère en charge de l'agriculture a commandité une étude de faisabilité pour la mise en place d'un Fonds de Développement Agricole (FDA) pour faciliter l'accès des acteurs du monde rural aux services financiers (microfinance). Les conclusions de l'étude pour la mise en place dudit Fonds dont la vocation est de contribuer fortement à l'inclusion financière ont été validées en atelier national le 13 avril 2017 par l'ensemble des acteurs concernés et les partenaires au développement. Un rapport sera soumis au gouvernement en vue de la création et de l'opérationnalisation de cet important instrument au profit des acteurs du monde rural. Ce Fonds viendra en complément de la Banque agricole en vue d'une large couverture des besoins financiers des acteurs du monde rural.

***Recommandation n°4 : Subventionner l'acquisition des intrants et équipement agricoles de qualité***

L'Etat poursuit la mise en œuvre du programme de subvention des intrants et équipements agricoles. Ainsi, pour la campagne agricole écoulée (2016-2017):

* plus de 3 900 tonnes de semences de variétés améliorées toute spéculation confondue ainsi que 1 393 500 boutures de manioc et de patate ont été mises à la disposition des producteurs à des prix subventionnés. Ces appuis en semences ont profité à plus de 207 000 producteurs dont 40% de femmes. En ce qui concerne les boutures de manioc et de patate, 6 027 producteurs ont bénéficié de ces appuis dont 41,86% de femmes;
* concernant les engrais minéraux et autres fertilisants, il a été mis à la disposition de 172 600 producteurs (28% de femmes) 12 550 tonnes d’engrais minéraux composée de NPK, d’Urée et de DAP. En plus 1 645 kg d’activeur de compost et 163,5 tonnes de Burkina Phosphate ont été mis à la disposition des producteurs;

Quant aux équipements, 11 512 unités de matériel agricole composées de charrues, de charrettes, de butteurs, de semoirs, etc. ont été mis à la disposition des producteurs. Par ailleurs, 3601 bœufs de trait ont été mis à la disposition des producteurs dont 57,7% de femmes.

Pour la présente campagne agricole, il est prévu la mise à la disposition des producteurs, près de 7000 tonnes de semences de variété améliorée, plus de 26 000 tonnes d'engrais 14 939 unités de matériel agricole à traction animale et motorisés, et 4 820 bœufs de trait

***Recommandation n°5 : Mettre en place des projets et programmes pour l'accompagnement des acteurs***

Le portefeuille du MAAH en 2017 compte 60 projets et programmes d’une enveloppe globale de 1 139 794 876 000 F CFA. Il s’agit de :

* 24 projets et programmes nationaux d’un coût global de 494 525 384 000 F CFA ;
* 17 projets et programmes bilatéraux d’un coût global de 227 106 144 433 F CFA ;
* 19 projets et programmes multilatéraux d’un coût global de 417 033 347 500 F CFA.

En plus de ces projets, 41 autres d’un coût estimatif de 1 371 794 332 060 FCFA sont en recherche de financement

***Recommandation n°6 : Fixer un prix planché pour les produits agricoles***

Elle n’a pas été exécutée car la SONAGESS de par son statut, est une société d’Etat chargée de la gestion des stocks de sécurité alimentaire dans notre pays. Elle est par ailleurs chargée de la gestion du SIM céréales un instrument mis en place par l’Etat lors de son désengagement du secteur de la commercialisation en 1992. Le marché de produits agricoles est donc un marché libéralisé et les différents maillons de la filière (producteurs, commerçants et transformateurs) sont assujettis à la loi de l’offre et de la demande.

Depuis 1992, seul le riz local fait l’objet de concertations régulières entre les acteurs sur instigation de la DGPER (MAAH). Au terme de ce type de concertations un prix planché du riz paddy aux producteurs est arrêté de manière consensuelle. Cette façon de faire connaît néanmoins des limites car certains maillons de cette filière telle que la transformation ne se sentent pas soutenus par l’Etat et leur marge bénéficiaire est grugée de plus en plus surtout avec la fixation du prix du riz grains aux consommateurs par l’Etat. L’une des conséquences est que la production nationale est massivement exportée dans les pays voisins pour y être transformée et consommée annihilant les efforts du gouvernement pour couvrir les besoins nationaux en riz.

***Recommandation n°7 : Appuyer la construction des infrastructures artisanales de transformation de la tomate dans les zones de grandes productions***

Au cours de l'année 2017, la région de la boucle du Mouhoun a été identifiée pour l'implantation d'une infrastructure de transformation de la tomate dans le Sourou (commune de Di). Aussi, des équipements seront acquis au profit des acteurs des régions du centre Nord et du Nord.

***Recommandation n°8 : Créer des zones de production agricoles au profit des jeunes***

Cette préoccupation sera prise en compte dans la création des agropoles.

***Recommandation n°9 : Promouvoir des unités de transformation des produits agricoles***

Au cours de l'année 2017, il est prévu le lancement de 03 unités de transformation. Il s'agit de: l'unité de transformation de fruits et légumes dans la région du centre-ouest (Ténado), l'unité de transformation du manioc dans la région du sud-ouest (Diébougou), l'unité de transformation d'arachide dans la région du centre-nord (Kaya). Il est également prévu la construction des bâtiments des unités de transformation : de l'arachide dans la région du centre-est (Garango), des céréales dans la région de la boucle du Mouhoun (Dédougou). ll y'aura aussi la mise en place d'une infrastructure de transformation de la pomme de terre dans la région du Nord (Titao) et d'une infrastructure de transformation de la tomate dans le Sourou (commune de Di).

***Recommandation n°10 : Renforcer les infrastructures de commercialisation des produits agricoles (comptoirs, magasins de stockage)***

Au cours de l'année 2016, dans le cadre du programme magasins UEMOA, 30 magasins de stockage d'une capacité totale de 12500 tonnes ont été réalisés au profit des OP dans les régions des Hauts Bassins, Cascades, Centre Ouest, Boucle du Mouhoun et Est; 08 magasins d'une capacité de 4000 tonnes au profit de la SONAGESS.

En 2016, le PAPSA a réceptionné 17 magasins d'une capacité totale 8500 tonnes. La construction des comptoirs d'achat (17 au total) a été relancée.

Au titre de l'année 2017, programme magasins UEMOA prévoit la construction de 20 magasins de stockage; les projets nationaux de la DGPER prévoit 13 magasins de stockage de céréales, 09 magasins de stockage d'oignon et 02 comptoirs d'achat (à Kongoussi et à Faramana); le PRIA prévoit 32 magasins de warrantage et 93 magasins pour la SONAGESS.

***Recommandation n°11 : Mettre à la disposition des producteurs de la région des semences et intrants adaptés dans les meilleurs délais***

Au cours de la campagne agricole précédente les intrants agricoles (semences et engrais) ont été mis à la disposition des producteurs suffisamment à temps, avant l'installation effective de ladite campagne. En effet, la distribution des intrants a débuté au mois de mai.

Pour la présente campagne, toutes les dispositions sont prises pour la mise à disposition des producteurs des intrants dans les meilleurs délais.

***Recommandation n°12 : Aménager des sites maraîchers autour des points d'eau***

1013 ha ont été aménagés en 2016 autour des points d'eau pour la culture maraichère (691 ha de périmètres irrigués et 322 ha de périmètres maraichers).

***Recommandation n°13: Encadrer les organisations faîtières pour leurs stabilités et leurs pérennités***

En 2016, 61 organisations faîtières ont été appuyées pour leur conformité à l'acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives. Mise en place de comité interministériel - Concertation et appui conseil - Sensibilisation sur le respect des dispositions législatives et règlementaires - Elaboration en 2017 d'un manuel et des outils de suivi contrôle des organisations coopératives et leurs faîtières - 2017 est l'année de la mise en conformité avec les dispositions de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives

***Recommandation n°14: Promouvoir la création d'unités de transformation de produits agricoles en exploitant le partenariat public-privé***

Sept (07) unités de transformation seront mises en place au profit des organisations professionnelles.

***Recommandation n°15: Accélérer le processus de mise en place des structures foncières au niveau local (villages et communes) conformément à la loi No 034, portant régime foncier en milieu rural***

Le Gouvernement a adopté en octobre 2014, une feuille de route pour la généralisation de l'application de la loi 034-2009 dans toutes les communes du Burkina Faso. Cette feuille prévoit la mise en place des structures locales de gestion foncière dans toutes les communes du Burkina. à la date de la JNP 2016, seulement 62 communes avaient mis en place leurs structures locales de gestion foncière mais aujourd'hui, l'on compte étendre ce chiffre à 107 communes d'ici décembre 2017. Cela correspond à plus de 2500 CFV et 2500 CCFV à mettre en place dans les villages concernés.

***Recommandation n°16: Accélérer l'opérationnalisation de l'acte uniforme/OHADA***

En 2016, 38 acteurs ont été formés sur l’acte uniforme OHADA ; 282 coopératives ont été appuyées pour la mise en conformité des textes des coopératives avec les dispositions de l’Acte uniforme OHADA, 61 Organisations faitières ont été appuyées pour leur conformité à l’acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives. Acquisition de 20 ordinateurs complets l'appui des partenaires permettra de combler le gap dans un avenir proche) - impression de 100 registres d'une capacité de 2000 enregistrements chacun - impression de kits de formulaires d'immatriculation - formation du personnel chargé de la tenue du registre des sociétés coopératives (180 personnes : Hauts commissaires, Secrétaires Généraux de Province et Agents désignés) - Multiplication de l'acte uniforme - appui à la mise en conformité de l'UNPCB et de ses démembrements (9547 sociétés coopératives, 277 unions départementales, 28 unions provinciales et 1 union nationale ont été mises en place) - Formation de formateurs - information-sensibilisation des acteurs.

***Recommandation n°17: Finaliser et rendre fonctionnel l'usine de transformation des produits maraichers de Loumbila***

Cette recommandation relève du ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.

***Recommandation n°18: Accélérer la mise en place de l'unité de montage des tracteurs***

L’unité de montage doit être réalisée en partenariat public privé (PPP). A cet effet, une étude de faisabilité a été faite par la SONATER. Cependant, la suite du processus nécessite la réalisation d’études complémentaires, selon les spécialistes de la DGCOOP. Les ressources pour la conduite de ces études ne sont pas encore disponibles. Par ailleurs, des opérateurs économiques privés ont eu des agréments pour la mise en place d’unités de montage de tracteurs. Ainsi, la SONATER compte entamer des discussions avec ces opérateurs dans le but de signer des conventions de collaboration pouvant aboutir à la mise en place diligente de cette unité de montage de tracteurs et de motoculteurs.

***Recommandation n°19: Accélérer la mise en place de la CAIMA (centrale d'achat des intrants et de matériel agricole)***

Le projet de création de la CAIMA a fait l'objet d'une présentation à la table ronde des bailleurs de fonds du PNDES. Des partenaires sont près à accompagner l'Etat dans la mise place du projet. Les discutions sont en cours en attendant l'actualisation de l'étude de faisabilité.

***Recommandation n°20: Accélérer la mise en œuvre de la loi portant régime foncier en milieu rural***

La mise en œuvre de loi 034-2009 sur le terrain connait des évolutions significatives. L’Etat et ses partenaires entreprennent des actions fortes parmi lesquelles l'on souligne l'adoption d'une feuille de route en octobre 2014 en vue de permettre de passer à l’application généralisée des textes sur le régime foncier rural sur tout le territoire national. Dans ce sens, plusieurs projets financés par des partenaires comme l’AFD, la Banque Mondiale, le FIDA, etc. ont permis d'étendre l'application de la loi dans plusieurs communes. L’on ambitionne d'atteindre le chiffre de 107 communes d'ici décembre 2017.

* 1. **Etat d’exécution des recommandations dans le sous-secteur élevage**

***Recommandation n°1 : Renforcer le fonds du FODEL à 5 milliards afin d’améliorer ses capacités de financement des jeunes***

La situation d’exécution de cette recommandation, se présente comme suit :

* un projet pour l’Amélioration des Financements du FODEL (PAFiM/FODEL) d’un montant de 10 milliards a été élaboré et soumis à la BID ;
* un document de plaidoyer élaboré dans le cadre de la recherche d’un appui financier auprès des institutions nationales et des partenaires financiers extérieurs.

***Recommandation n°2 : Faciliter l’acquisition du matériel et équipements d’élevage***

Il y a eu la mise à la disposition des producteurs des équipements de fauche et conservation du fourrage naturel à prix subventionnés soit 164 broyeurs polyvalents, 1 081 charrettes, 65 motoculteurs, 673 brouettes et 100 mangeoires.

***Recommandation n°3 : Sécuriser les espaces pastoraux***

Cette recommandation a été mise en œuvre à travers :

* la prise d’un arrêté portant délimitation de la ZP de Cekol-Nagge dans la région du Sahel ;
* la rencontre de concertation pour sécuriser les ZP Samorogouan ;
* identification de 8 aires de pâture dans le Nord ;
* 5 espaces pastoraux balisés, 150 ha espaces pastoraux délimités, 1750 ha espaces pastoraux balisé dans l’Est ;
* les aménagements en cours (balisage, infrastructures et hydraulique pastorale) dans 5 zones pastorales assainies en 2015 ;
* l’organisation de 32 séances de concertation regroupant 708 producteurs dans le cadre de la prévention ou résolution de conflits ;
* le balisage de 1750 ha d’espaces pastoraux dans la région de l’Est.

***Recommandation n°4 : Équiper et renforcer les capacités des jeunes dans le domaine de la transformation des produits d’élevage***

Elle a été mise en œuvre à travers :

* 1167 personnes formées dont 621 femmes sur la transformation et conservation des produits d’élevage ;
* mise à la disposition des producteurs à prix subventionnés des équipements et matériels pour la transformation de la volaille soit 3500 grillages, 50 poly tank, 50 radians à gaz, 1500 casiers de transport de volailles, 50 couveuses ;
* mise à la disposition des producteurs à prix subventionnés des équipements de transformation du lait.

***Recommandation n°5 : Améliorer le niveau d’exploitation du Centre aquacole du barrage de Bagré***

Après de la défaillance des repreneurs privés de la ferme aquacole de Bagré, Bagrépôle, la Direction Générale des Ressources Halieutiques a pris l’engagement de relancer intégralement à son propre compte les activités des unités de production de poisson marchand et de fabrique d’aliment. De ce faite les activités suivantes ont été réalisées :

* remise à niveau de l’usine de production d’aliment suivie d’une production de 61 tonnes d’aliment ;
* aménagement de 33 étangs suivi de la production de semences piscicoles et de poisson marchand.

***Recommandation n°6 : Implanter une unité de fabrique d’aliments bétail dans la région du Sahel***

Elle est exécutée à travers :

* la pose de la première pierre de l’usine de Dori le 25 novembre 2016 ;
* l’acquisition prévue en 2017 d’un module complet de fabrique d’aliment d’une valeur de 250 millions de FCFA dont 20 % subventionné par l’État.

***Recommandation n°7 : Intensifier les sensibilisations des populations sur l’importance de la vaccination contre la MNC dans l’amélioration des productions avicoles***

L’état d’exécution se présente comme suit :

* la conception de supports didactiques et information/sensibilisation des acteurs et professionnels de la filière à travers :
  + 01 film documentaire réalisé en 5 langues nationales ;
  + 75 281 personnes dont 18 016 femmes sensibilisées dans 180 villages relevant de 36 communes ;
  + production de spots publicitaires en français et 8 langues nationales ;
  + 13 séances régionales de sensibilisation sur la grippe aviaire et la MNC au profit de 2 214 personnes dont 900 femmes.
* la vaccination de 18278982 volailles en 2016 contre 15860503 en 2015.

***Recommandation n°8 : Ensemencer d’alevins les points d’eau***

40 plans d’eau ont été ensemencés avec environ 5 150 000 alevins contribuant ainsi à l’augmentation de leur productivité et accroire les captures d’environ 22 000 tonnes de poisson, de crevettes, de grenouilles et de spiruline en 2016.

***Recommandation n°9 : Rouvrir et sécuriser les pistes à bétail traditionnels***

Le point de mise en œuvre de cette recommandation se présente comme suit :

* 5 pistes de 654 km sécurisées dans le Sahel;
* 1 piste à bétail de 5 km dans les HBS ;
* 157 km de pistes aménagées dans l’est ;
* 1 piste de 10 km aménagée dans le centre ;
* 4 pistes de 95 km créées ou recouvertes dans le centre ouest ;
* 6 pistes à bétail de 15 km dans le centre nord.

***Recommandation n°10 : Traduire la loi d’orientation sur le pastoralisme en langues locales et en faire une large diffusion***

200 exemplaires de la LORP diffusés en français, fulfudé et mooré dans le Nord.

***Recommandation n°11 : Créer et équiper les unités de transformation pour valoriser les produits de l’élevage au profit des jeunes et des femmes***

L’état d’exécution se présente comme suit :

* construction de 2 centres de collecte de lait construits dans le Nord (Papsa) ;
* construction de 2 centres de collecte de lait construits dans le Centre Nord (Papsa) ;
* 4 UTL équipées dans le sahel par le PAM ;
* 2 UTL équipées dans le centre ouest ;
* 1400 poulaillers construits ;
* construction de 560 porcheries construites.

***Recommandation n°12 : Encourager la consommation des produits locaux lors des grandes cérémonies et des ateliers***

Elle estréalisée à travers la restauration lors des rencontres (conseils de cabinets, conseils de direction, ateliers, formations), les commandes des articles artisanaux (sacs en cuirs pour agents) et les cadeaux offerts aux hôtes.

***Recommandation n°13 : Créer un fonds de développement des ressources halieutiques***

Une étude de faisabilité pour la création de ce fonds est en cours. Par ailleurs dans le cadre du projet GCP/FAO Création d’emplois pour les jeunes dans les filières aquacoles un processus a été engagé pour la création d’un fonds de crédit revolving pour les promoteurs privés en aquaculture.

***Recommandation n°14 : Appliquer la loi d’orientation relative au pastoralisme (loi .34-2002)***

L’exécution de cette recommandation, a concerné :

* la tenue de 5 sessions des comités régionaux de la transhumance ;
* la sensibilisation de 15 236 producteurs sur les conditions d’une transhumance transfrontalière apaisée ;
* la diffusion de 2300 Certificats Internationaux de Transhumance (CIT) et 1000 Certificats Nationaux de Transhumance (CNT).
  1. **Etat d’exécution des recommandations dans le sous-secteur environnement**

La situation de mise en œuvre des recommandations par les directions et structures du Ministère se présente comme suit:

***Recommandation n°1 : Former les acteurs en technique de collecte des PFNL et de recherche de marché (DGEVCC)***

La mise en œuvre de cette recommandation s’est traduite par la formation de 438 acteurs sur des thématiques variées, soit 105 sur la mise en place et la gestion de jardins nutritifs, 128 sur l'extraction du beurre de karité, savon et pommade, 25 sur l'extraction d'huile de balanites, savon et pommade, 102 sur la fabrication de soumbala et 78 sur l’apiculture. Les formations en techniques de transformation ont connu la participation de 65 hommes et 268 femmes.

Quant à la recherche de marché, les principales actions ont concerné l’organisation d’une foire nationale, l’appui à l’organisation et à la participation des acteurs à la foire du chitoumou à Bobo, l’appui des acteurs à la participation aux Journées Agro-Alimentaire (JAAL) de Ouagadougou.

***Recommandation n°2 : Subventionner les équipements de transformation des PFNL (DGEVCC)***

Il n’y a pas eu de subventions pour l’équipement. Cependant de nombreuses unités de transformation ont été rendues opérationnelles à travers des formations ciblées et des appuis en kits de matériel. Ainsi, on dénombre l’opérationnalisation de:

* 03 unités d'extraction de beurre de karité à travers la formation à l'utilisation de la baratte, de la décortiqueuse manuelle, du torréfacteur et du séchoir solaire ;
* 05 unités de fabrication de soumbalaà travers la formation à l'utilisation et à l'entretien des séchoirs solaires dans le Centre sud.
* 09 unités de fabrication de soumbala à travers la formation à l'utilisation et à l'entretien des séchoirs solaires tunnel, les appuis-conseils sur les équipements, les techniques de transformation et de commercialisation.
* 08 unités de production de miel à travers les appuis-conseils, l'apport du matériel complémentaire (combinaisons, lève-cadres, enfumoirs).

***Recommandation n°3 : Créer un fonds d’appui au développement de l’économie verte (DGEVCC)***

Cette recommandation n’a pas été mise en œuvre.

***Recommandation n°4 :* *Améliorer l’accès à l’équipement de transformation des PFNL (DGEVCC)***

La mise en œuvre de cette mesure a essentiellement porté sur l’acquisition de kits de matériels au profit des acteurs producteurs et transformateurs des PFNL. On compte ainsi :

* 17 kits de matériel de délimitation et d’entretien de parcs à karité ont été acquis au profit des acteurs sur 10 kits prévus;
* 19 Kits d'équipements de collecte des amandes de karité et de chitoumou acquis dans le cadre du PADEFKA au profit des acteurs;
* 20 kits d’équipements adaptés de récolte, de collecte, de transport, de conservation des PFNL en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL ;
* 13 kits de matériel pour la délimitation, la protection et l'entretien de parcs à karité en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL ;
* 30 kits de matériel pour la production des PFNL dans les jardins nutritifs en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL.

On peut signaler également la construction en cours de :

* 05 infrastructures de stockage des amandes et des chenilles de karité ;
* 01 vitrine pour la promotion des PFNL Bobo Dioulasso ;
* 06 centres de collecte et de traitement de miel les régions des Hauts Bassins, Cascades, Est, Centre Sud, Centre Ouest et Boucle du Mouhoun.

***Recommandation n°5 : Introduire des modules de formation dans les CPR pour le renforcement des capacités des acteurs PFNL (DGEVCC)***

En attendant la révision des programmes de l’Eole Nationale des Eaux et Forêts, des conférences y ont été animées sur les thématiques émergentes dont les techniques de valorisation des PFNL, la collecte-traitement-analyse et diffusion des données statistiques sur l’exploitation et la commercialisation des PFNL.

***Recommandation n°6* : Mettre en œuvre des actions vigoureuses de sauvetage de la faune**

La mise en œuvre de cette recommandation s’est traduite par l’intensification des actions de surveillance et l’aménagement d’ouvrages divers dans les Aires de Protection Fauniques (APF), en vue de dissuader et de sécuriser la faune et son habitats. Ainsi, on peut citer :

* l’accroissement du nombre de sorties de surveillance dans les différentes régions avec en moyenne 1500 hommes par jour de sortie de surveillance dans chaque APF ;
* la réalisation d’une opération de ratissage et de patrouille conjointe d'envergure dans toutes les aires de faune des régions de l'Est et du Centre Sud avec l'appui du PAPSA ;
* la réalisation d’aménagements dans les APF de la région de l’Est (Parcs d’Arly et du W) par le Programme d’Appui au Parcs de l’Entente (PAPE) : réhabilitation de 02 points d’eau, réalisation 05 forages équipés de pompe solaires, entretien de 500 Km de pistes ouverture de 150. Km de pistes ;
* l’entretien de plus de 3000 km de piste et de 80 points d’eau dans les concessions de chasse ;
* le lancement de marchés de travaux de réalisation et/ou de réhabilitation d’infrastructures hydrauliques dans les réserves de faune dans le cadre du projet d'Atténuation des effets du stress hydrique sur la grande faune (PASHF) : 59 mares ou boulis, 56 forages équipés d’un système de pompage solaire, 8 retenues d’eau ;
* la réalisation d’un inventaire général de la faune et un inventaire spécifique des grands carnivores dans l’ensemble des aires fauniques de la région de l’Est et en vue de connaitre le potentiel existant.

Par ailleurs, il a été adopté le décret N°2016- 111 IPRESIPM/MEEVCC/ MATDSI portant conditions et modalités de réparation des dommages causés par certaines espèces animales sauvages au Burkina Faso. La mise en œuvre de ce décret à travers le FIE a permis de désamorcer les tensions sociales consécutives aux dégâts d’animaux et de susciter chez les populations une opinion plus favorable à la conservation de la faune.

***Recommandation n°7:* Appuyer les actions de Régénération Naturelle Assistée (RNA)**

Les actions de RNA s’inscrivent dans le cadre global de la gestion des terres des écosystèmes forestiers. Ainsi, des activités de protection et de restauration notamment la gestion des berges des plans et des cours d'eau, de gestion des feux en milieu rural, de récupération de terres dégradées et de fixation des dunes ont été menées. En termes de réalisation, on note :

* + la réalisation de 3 966,65 hectares de Régénération Naturelle Assistée ;
  + la récupération de 8 528,62 hectares de terres dégradées ;
  + la fixation et l’entretien de 142 km de dunes.

***Recommandation n°8 :* Introduire l’éducation environnementale dans les programmes de formation formelle et non formelle**

L’expérimentation des contenus des curricula intégrant l’éducation environnementale est en cours dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Plateau Central, de l’Est, du Sahel et des Hauts Bassins. Quarante-quatre (44) écoles sont concernées par l’expérimentation qui est à sa deuxième année.

A la fin de l’expérimentation, la réforme sera généralisée à toutes les écoles des cycles de la maternelle, du primaire et du post primaire. De ce fait, l’intégration de l’éducation environnementale dans les curricula sera effective. Il restera le cycle secondaire et l’enseignement technique dont la réforme des curricula est en vue. Les mêmes dispositions seront prises pour en tenir compte de l’éducation environnementale.

Parallèlement, les documents pédagogiques disponibles sont promus auprès des différentes structures d’enseignement pour les inciter à s’approprier l’éducation environnementale en vue de sa généralisation. Dans ce sens, les clubs écologiques sont promus dans l’éducation formelle et non formelle pour renforcer l’éducation environnementale.

***Recommandation n°9 :* Appuyer la création d’unités de récupération et de transformation des emballages plastiques**

Le Projet National de Traitement et de valorisation des Déchets Plastiques ambitionne construire des centres régionaux de traitement et de valorisation des déchets plastiques. Ces centres permettront de mettre à la disposition de chaque région une infrastructure permettant le stockage, le tri, lavage, séchage et broyage des déchets plastiques en vue de leur valorisation en de nouveaux produits de consommation.

A ce jour, le centre de traitement et de valorisation de la région du Sahel est construit et la réception des travaux est en cours. La ville de Ouagadougou dispose déjà d’une unité de traitement et de valorisation des déchets plastiques. Le Ministère en charge de l’environnement dispose aussi d’un centre dont la gestion a été confiée à une association. Il s’agira donc pour la région du centre, de renforcer les capacités de ces centres en vue d’améliorer leurs résultats.

Pour l’exerce budgétaire 2017, il est prévu la construction de six (06) nouveaux CTVDP. Le processus de passation des marchés est déjà engagé pour 5 d’entre eux (Boucle du Mouhoun, le Sud-ouest, le Centre Sud, les Hauts Bassins et du Centre Est). Ces centres sont destinés à être rétrocédés aux communes à la fin du projet.

Le plaidoyer se poursuit pour accélérer le processus de mise à disposition des sites par les communes afin que les centres restants puissent être construits au cours de l’exercice budgétaire 2018.

***Recommandation n°10 :* Acheter et enlever les déchets plastiques stockés en région**

Dans le cadre des activités du Projet National de Traitement et de Valorisation des déchets Plastiques, une campagne d’achat a été organisée en 2016 et a concerné les treize régions du Burkina Faso. L’achat de 2016 a concerné les déchets déjà collectés et stockés dans les 13 régions mais aussi le dédommagement des sinistrés identifiés et la compensation du stock du service départemental de Saaba conformément aux recommandations du comité ad hoc. Il a concerné les déchets plastiques légers et les bidons PET sur la base du quota fixé pour la localité.

A l’issue de l’opération de pesée et d’achat qui ont été conduits en novembre et décembre 2016, 1 428 333 kg de sachets plastiques correspondant à 178 541 625 FCFA ont été pesés et payés conformément à la grille de cota mis en place à cet effet. Des équipes sont en pied d’œuvre pour transporter les stocks vers les sites définitifs dans les régions et ces déchets achetés pourront servir dans les centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques qui seront construits.

***Recommandation n°11: Structurer les acteurs à la base selon l’acte uniforme de la société coopérative***

La table filière karité a été appuyée à la relecture des projets de textes suivants :

* les projets de statuts et règlement intérieur des sociétés coopératives avec conseil d’administration ;
* les projets de statuts et règlement intérieur des sociétés coopératives simplifiées.

***Recommandation n°12 : Elaborer des textes législatifs et règlementaires relatifs à l’entreprenariat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique***

Deux projets de textes ont été adoptés. Il s’agit du :

* projet d’arrêté conjoint N°2016…………..../MEEVCC/MEF portant modalités, conditions et taxes d’exploitation industrielle et commerciale des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso ;
* projet d’arrêté interministériel N°2016-MEEVCC/MINEFID/MTMUSR/MCIA portant conditions de circulation et de stockage des produits forestiers non ligneux.

***Recommandation n°13: Rendre accessible les financements aux jeunes formés dans les CPR les établissements privés professionnels (FIE)***

Le gouvernement a mis en place le Fonds d’Intervention pour l’Environnement (FIE), outil financier de mobilisation des financements et d’allocation des ressources mobilisées aux structures intervenant dans le domaine de l’environnement. C’est ainsi que, dans le cadre du 3ème appel à projets dudit fonds, un montant de 10 000 000 FCFA (contribution du promoteur est de 10%) est prévu pour chaque projet soumis. Les associations ou groupements des jeunes formés dans les CPR et les établissements professionnels privés pourront éventuellement postuler aux financements en soumettant des projets dans les guichets de leurs choix. Le 3ème appel à projets couvre six régions administratives: Boucle du Mouhoun, Hauts bassins, Nord, Centre Ouest, Sud-Ouest, Cascades. La sélection des bénéficiaires se fait par appel à projets.

***Recommandation n°14 : Alléger le circuit de financement des projets des jeunes (FIE)***

Le FIE se veut un outil souple de financement dans le domaine de l’environnement et de la lutte contre la pauvreté. Les procédures de sélection des projets à financer, le déblocage des fonds et le suivi de l’utilisation des financements accordés par ont été pensés pour obéir à ce principe.

* 1. **Etat d’exécution des recommandations du sous-secteur eau et assainissement**

***Recommandation***: **prendre des dispositions pour mobiliser suffisamment de ressources pour finir les travaux d’aménagement du barrage de Samandeni**

Les travaux avait connu une suspension du fait de la non mise en œuvre du PGES. En 2016 le gouvernement a accordé une rallonge budgétaire pour dédommager les populations afin de permettre la finalisation des ouvrages

Les efforts consentis par l’Etat et l’ensemble des acteurs pour la résolution des difficultés liées à la mise en œuvre du PGES et l’achèvement des travaux ont permis d’instaurer et d’animer un dialogue permanent avec les populations et de mobiliser les ressources financières nécessaires. Le coût pour l’achèvement des travaux en 2017 est de 32 590 779 000 F CFA. La mise à eau du Barrage est prévue pour le mois de juin 2017.

* 1. **Etat d’exécution des recommandations du sous-secteur du commerce de l’industrie et de l’artisanat**

***Recommandation :* Finaliser et rendre fonctionnel l’usine de transformation des produits maraichers de Loumbila**

Un administrateur provisoire a été nommé pour prendre en charge le dossier et créer les conditions de relance du la société.

1. **CONCLUSION**

Les résultats présentés montrent un bilan satisfaisant de mise en œuvre des recommandations au regard de la situation socio-politique et sécuritaire difficile qu’a connu notre pays au cours de l’année 2016. C’est l’occasion de remercier l’Etat et ses partenaires pour leurs multiples soutiens aux producteurs.

**ANNEXE**

**Annexe 1** : ***Etat de mise en œuvre des recommandations et engagements de la 19ème édition de la Journée nationale du paysan (JNP) par les directions et services du Ministère en charge de l’agriculture***

| **N°** | **RECOMMANDATIONS** | **STRUCTURES RESPONSABLE** | **ETAT DE MISE EN ŒUVRE** |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Intégrer une limitation de superficie dans la loi 034** | DGFOMR, DGAHDI | La loi 034-2009, portant régime foncier rural ne prévoit pas de limitation de superficie détenue ou acquise par un individu mais elle organise les transactions foncières rurales et formule des dispositions claires à l'encontre des spéculateurs fonciers. en effet, pour lutter contre la spéculation foncière et l’accaparement des terres en milieu rural, la loi a pris des dispositions à travers son article 50 qui organise l’acquisition des superficies et les conditions de mise en valeur des terres acquises en milieu rural.  Cet article et le décret y relatif soulignent que toute cession d’une possession foncière rurale requiert l’autorisation du conseil municipal du lieu de situation du terrain lorsque la superficie du terrain est comprise entre dix (10) et cinquante (50) hectares. Entre cinquante (50) et cent (100) hectares, l’autorisation conjointe des ministres chargés des domaines, du cadastre, et de la tutelle technique de l’activité à réaliser est requise. Au-delà de cent (100) hectares, seul le conseil des ministres est compétent pour autoriser la cession. Aussi, l'article 74 vient préciser que le défaut de mise en valeur des terres rurales acquises à des fins d’exploitation à but lucratif est sanctionné par la perception d’une taxe de non mise en valeur au profit du budget de l’Etat et/ou des collectivités territoriales. Il peut aller jusqu’au retrait de la parcelle. |
|  | **Créer une véritable banque agricole** | DGPER | L'étude de faisabilité est en cours. La table ronde des actionnaires a eu lieu le 05 avril 2017 avec une confirmation des prises de participation au capital de 15 milliards de FCFA. Le capital devrait être intégralement libéré au plus tard le 30 mai 2017 pour permettre la tenue de l'Assemblée générale constitutive indispensable à la finalisation du dossier de demande d'agrément. La transmission du dossier de demande d'agrément à la Commission Bancaire de la BCEAO devrait intervenir au cours du mois de juin 2017 en vue de son inscription à l'ordre du jour de la 2ème session de la Commission Bancaire prévue pour se tenir au plus tard fin juin 2017. Par ailleurs, le Ministère en charge de l'agriculture a commandité une étude de faisabilité pour la mise en place d'un Fonds de Développement Agricole (FDA) pour faciliter l'accès des acteurs du monde rural aux services financiers (microfinance). Les conclusions de l'étude pour la mise en place dudit Fonds dont la vocation est de contribuer fortement à l'inclusion financière ont été validées en atelier national le 13 avril 2017 par l'ensemble des acteurs concernés et les partenaires au développement. Un rapport sera soumis au gouvernement en vue de la création et de l'opérationnalisation de cet important instrument au profit des acteurs du monde rural. Ce Fonds viendra en complément de la Banque agricole en vue d'une large couverture des besoins financiers des acteurs du monde rural. |
|  | **Subventionner l'acquisition des intrants et équipement agricoles de qualité** | DGPV | L'Etat poursuit la mise en œuvre du programme de subvention des intrants et équipements agricoles. Ainsi, pour la campagne agricole écoulée (2016-2017): - plus de 3 900 tonnes de semences de variétés améliorées toute spéculation confondue ainsi que 1 393 500 boutures de manioc et de patate ont été mises à la disposition des producteurs à des prix subventionnés. Ces appuis en semences ont profité à plus de 207 000 producteurs dont 40% de femmes. En ce qui concerne les boutures de manioc et de patate, 6 027 producteurs ont bénéficié de ces appuis dont 41,86% de femmes; - Concernant les engrais minéraux et autres fertilisants, il a été mis à la disposition de 172 600 producteurs (28% de femmes) 12 550 tonnes d’engrais minéraux composée de NPK, d’Urée et de DAP. En plus 1 645 kg d’activeur de compost et 163,5 tonnes de Burkina Phosphate ont été mis à la disposition des producteurs; - Quant aux équipements, 11 512 unités de matériel agricole composées de charrues, de charrettes, de butteurs, de semoirs, etc. ont été mis à la disposition des producteurs. Par ailleurs, 3601 bœufs de trait ont été mis à la disposition des producteurs dont 57,7% de femmes.   Pour la présente campagne agricole, il est prévu la mise à la disposition des producteurs, près de 7000 tonnes de semences de variété améliorée, plus de 26 000 tonnes d'engrais 14 939 unités de matériel agricole à traction animale et motorisés, et 4 820 bœufs de trait |
|  | **Mettre en place des projets et programmes pour l'accompagnement des acteurs** | DGESS | Le portefeuille du MAAH en 2017 compte 60 projets et programmes d’une enveloppe globale de 1 139 794 876 000 F CFA. Il s’agit de :   * 24 projets et programmes nationaux d’un coût global de 494 525 384 000 F CFA ; * 17 projets et programmes bilatéraux d’un coût global de 227 106 144 433 F CFA ; * 19 projets et programmes multilatéraux d’un coût global de 417 033 347 500 F CFA.   En plus de ces projets, 41 autres d’un coût estimatif de 1 371 794 332 060   FCFA sont en recherche de financement. |
|  | **Fixer un prix planché pour les produits agricoles** | SONAGESS, DGPER | **Non mise en œuvre**.  La SONAGESS de par son statut est une société d’Etat chargée de la gestion des stocks de sécurité alimentaire dans notre pays. Elle est par ailleurs chargée de la gestion du SIM céréales un instrument mis en place par l’Etat lors de son désengagement du secteur de la commercialisation en 1992. Le marché de produits agricoles est donc un marché libéralisé et les différents maillons de la filière (producteurs, commerçants et transformateurs) sont assujettis à la loi de l’offre et de la demande.  Depuis 1992, seul le riz local fait l’objet de concertations régulières entre les acteurs sur instigation de la DGPER (MAAH). Au terme de ce type de concertations un prix planché du riz paddy aux producteurs est arrêté de manière consensuelle. Cette façon de faire connaît néanmoins des limites car certains maillons de cette filière telle que la transformation ne se sentent pas soutenus par l’Etat et leur marge bénéficiaire est grugée de plus en plus surtout avec la fixation du prix du riz grains aux consommateurs par l’Etat. L’une des conséquences est que la production nationale est massivement exportée dans les pays voisins pour y être transformée et consommée annihilant les efforts du gouvernement pour couvrir les besoins nationaux en riz. |
|  | **Appuyer la construction des infrastructures artisanales de transformation de la tomate dans les zones de grandes productions** | DGPER | Au cours de l'année 2017, la région de la boucle du Mouhoun a été identifiée pour l'implantation d'une infrastructure de transformation de la tomate dans le Sourou (commune de Di). Aussi, des équipements seront acquis au profit des acteurs des régions du centre Nord et du Nord. |
|  | **Créer des zones de production agricoles au profit des jeunes** | DGPV | Cette préoccupation sera prise en compte dans la création des agropoles |
|  | **Promouvoir des unités de transformation des produits agricoles** | DGPER | Au cours de l'année 2017, il est prévu le lancement de 03 unités de transformation. Il s'agit de: l'unité de transformation de fruits et légumes dans la région du centre-ouest (Ténado), l'unité de transformation du manioc dans la région du sud-ouest (Diébougou), l'unité de transformation d'arachide dans la région du centre-nord (Kaya). Il est également prévu la construction des bâtiments des unités de transformation : de l'arachide dans la région du centre-est (Garango), des céréales dans la région de la boucle du Mouhoun (Dédougou). ll y'aura aussi la mise en place d'une infrastructure de transformation de la pomme de terre dans la région du Nord (Titao) et d'une infrastructure de transformation de la tomate dans le Sourou (commune de Di). |
|  | **Renforcer les infrastructures de commercialisation des produits agricoles (comptoirs, magasins de stockage)** | DGPER | Au cours de l'année 2016, dans le cadre du programme magasins UEMOA, 30 magasins de stockage d'une capacité totale de 12500 tonnes ont été réalisés au profit des OP dans les régions des Hauts Bassins, Cascades, Centre Ouest, Boucle du Mouhoun et Est; 08 magasins d'une capacité de 4000 tonnes au profit de la SONAGESS.  En 2016, le PAPSA a réceptionné 17 magasins d'une capacité totale 8500 tonnes. La construction des comptoirs d'achat (17 au total) a été relancée.  Au titre de l'année 2017, programme magasins UEMOA prévoit la construction de 20 magasins de stockage; les projets nationaux de la DGPER prévoit 13 magasins de stockage de céréales, 09 magasins de stockage d'oignon et 02 comptoirs d'achat (à Kongoussi et à Faramana); le PRIA prévoit 32 magasins de warrantage et 93 magasins pour la SONAGESS. |
|  | **Mettre à la disposition des producteurs de la région des semences et intrants adaptés dans les meilleurs délais** | DGPV | Au cours de la campagne agricole précédente les intrants agricoles (semences et engrais) ont été mis à la disposition des producteurs suffisamment à temps, avant l'installation effective de ladite campagne. En effet, la distribution des intrants a débuté au mois de mai.  Pour la présente campagne, toutes les dispositions sont prises pour la mise à disposition des producteurs des intrants dans les meilleurs délais. |
|  | **Aménager des sites maraîchers autour des points d'eau** | DGAHDI | 1013 ha ont été aménagés en 2016 autour des points d'eau pour la culture maraichère (691 ha de périmètres irrigués et 322 ha de périmètres maraichers) |
|  | **Encadrer les organisations faîtières pour leurs stabilités et leurs pérennités** | DGFOMR | En 2016, 61 organisations faîtières ont été appuyées pour leur conformité à l'acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives. Mise en place de comité interministériel - Concertation et appui conseil - Sensibilisation sur le respect des dispositions législatives et règlementaires - Elaboration en 2017 d'un manuel et des outils de suivi contrôle des organisations coopératives et leurs faîtières - 2017 est l'année de la mise en conformité avec les dispositions de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives |
|  | **Promouvoir la création d'unités de transformation de produits agricoles en exploitant le partenariat public-privé** | DGPER | Sept (07) unités de transformation seront mises en place au profit des organisations professionnelles. |
|  | **Accélérer le processus de mise en place des structures foncières au niveau local (villages et communes) conformément à la loi No 034, portant régime foncier en milieu rural** | DGFOMR | Le Gouvernement a adopté en octobre 2014, une feuille de route pour la généralisation de l'application de la loi 034-2009 dans toutes les communes du Burkina Faso. Cette feuille prévoit la mise en place des structures locales de gestion foncière dans toutes les communes du Burkina. à la date de la JNP 2016, seulement 62 communes avaient mis en place leurs structures locales de gestion foncière mais aujourd'hui, l'on compte étendre ce chiffre à 107 communes d'ici décembre 2017. cela correspond à plus de 2500 CFV et 2500 CCFV à mettre en place dans les villages concernés. |
|  | **Accélérer l'opérationnalisation de l'acte uniforme/OHADA** | DGFOMR | En 2016, 38 acteurs ont été formés sur l’acte uniforme OHADA ; 282 coopératives ont été appuyées pour la mise en conformité des textes des coopératives avec les dispositions de l’Acte uniforme OHADA, 61 Organisations faitières ont été appuyées pour leur conformité à l’acte uniforme OHADA relatif aux sociétés coopératives. Acquisition de 20 ordinateurs complets l'appui des partenaires permettra de combler le gap dans un avenir proche) - impression de 100 registres d'une capacité de 2000 enregistrements chacun - impression de kits de formulaires d'immatriculation - formation du personnel chargé de la tenue du registre des sociétés coopératives (180 personnes : Hauts-commissaires, Secrétaires Généraux de Province et Agents désignés) - Multiplication de l'acte uniforme - appui à la mise en conformité de l'UNPCB et de ses démembrements (9547 sociétés coopératives, 277 unions départementales, 28 unions provinciales et 1 union nationale ont été mises en place) - Formation de formateurs - information-sensibilisation des acteurs |
|  | **Accélérer la mise en place de l'unité de montage des tracteurs** | SONATER | L’unité de montage doit être réalisée en partenariat public privé (PPP). A cet effet, une étude de faisabilité a été faite par la SONATER. Cependant, la suite du processus nécessite la réalisation d’études complémentaires, selon les spécialistes de la DGCOOP. Les ressources pour la conduite de ces études ne sont pas encore disponibles. Par ailleurs, des opérateurs économiques privés ont eu des agréments pour la mise en place d’unités de montage de tracteurs. Ainsi, la SONATER compte entamer des discussions avec ces opérateurs dans le but de signer des conventions de collaboration pouvant aboutir à la mise en place diligente de cette unité de montage de tracteurs et de motoculteurs. |
|  | **Accélérer la mise en place de la CAIMA (centrale d'achat des intrants et de matériel agricole)** | DGPV | le projet de création de la CAIMA a fait l'objet d'une présentation à la table ronde des bailleurs de fonds du PNDES. Des partenaires sont près à accompagner l'Etat dans la mise place du projet. Les discutions sont en cours en attendant l'actualisation de l'étude de faisabilité. |
|  | **Rendre disponible à prix subventionnés le matériel et les intrants agricoles** | DGPV | L'Etat poursuit la mise en œuvre du programme de subvention des intrants et équipements agricoles. Ainsi, pour la campagne agricole écoulée (2016-2017): - plus de 3 900 tonnes de semences de variétés améliorées toute spéculation confondue ainsi que 1 393 500 boutures de manioc et de patate ont été mises à la disposition des producteurs à des prix subventionnés. ces appuis en semences ont profité à plus de 207 000 producteurs dont 40% de femmes. En ce qui concerne les boutures de manioc et de patate, 6 027 producteurs ont bénéficié de ces appuis dont 41,86% de femmes; - Concernant les engrais minéraux et autres fertilisants, il a été mis à la disposition de 172 600 producteurs (28% de femmes) 12 550 tonnes d’engrais minéraux composée de NPK, d’Urée et de DAP.1 645 kg d’activeur de compost, 163,5 tonnes de Burkina Phosphate; - Quant aux équipements,11 512 unités de matériel agricoles composées de charrues, de charrettes, de butteurs, de semoirs, etc., ont été mis à la disposition des producteurs. Par ailleurs, 3601 bœufs de trait ont été mis à la disposition des producteurs dont 57,7% de femmes.   Pour la présente campagne agricole, il est prévu la mise à la disposition des producteurs, près de 7000 tonnes de semences de variété améliorée, plus de 26 000 tonnes d'engrais 14 939 unités de matériel agricole à traction animale et motorisés, et 4 820 bœufs de trait |
|  | **Accélérer la mise en œuvre de la loi portant régime foncier en milieu rural** | DGFOMR | La mise en œuvre de loi 034-2009 sur le terrain connait des évolutions significatives. l'Etat et ses partenaires entreprennent des actions fortes parmi lesquelles l'on souligne l'adoption d'une feuille de route en octobre 2014 en vue de permettre de passer à l’application généralisée des textes sur le régime foncier rural sur tout le territoire national. Dans ce sens, plusieurs projets financés par des partenaires comme l’AFD, la Banque Mondiale, le FIDA, etc. ont permis d'étendre l'application de la loi dans plusieurs communes. l'on ambitionne d'atteindre le chiffre de 107 communes d'ici décembre 2017. |

**Annexe 2** : ***Etat de mise en œuvre des recommandations et engagements de la 19ème édition de la Journée nationale du paysan (JNP) par les directions et services du Ministère en charge de l’élevage***

| **N°** | **RECOMMANDATIONS** | **ETAT DE MISE EN OEUVRE** |
| --- | --- | --- |
|  | **Renforcer le fonds du FODEL à 5 milliards afin d’améliorer ses capacités de financement des jeunes** | * un projet pour l’Amélioration des Financements du FODEL (PAFiM/FODEL) d’un montant de 10 milliards a été élaboré et soumis à la BID ; * un document de plaidoyer élaboré dans le cadre de la recherche d’un appui financier auprès des institutions nationales et des partenaires financiers extérieurs. |
|  | **Faciliter l’acquisition du matériel et équipements d’élevage** | mise à la disposition des producteurs des équipements de fauche et conservation du fourrage naturel à prix subventionnés soit 164 broyeurs polyvalents, 1 081 charrettes, 65 motoculteurs, 673 brouettes et 100 mangeoires |
|  | **Sécuriser les espaces pastoraux** | * Prise d’un arrêté portant délimitation de la ZP de Cekol-Nagge dans la région du Sahel ; * rencontre de concertation pour sécuriser les ZP Samorogouan ; * identification de 8 aires de pâture dans le Nord ; * 5 espaces pastoraux balisés, 150 ha espaces pastoraux délimités, 1750 ha espaces pastoraux balisé dans l’Est ; * aménagements en cours (balisage, infrastructures et hydraulique pastorale) dans 5 zones pastorales assainies en 2015 ; * organisation de 32 séances de concertation regroupant 708 producteurs dans le cadre de la prévention ou résolution de conflits ; * balisage de 1750 ha d’espaces pastoraux dans la région de l’Est |
|  | **Équiper et renforcer les capacités des jeunes dans le domaine de la transformation des produits d’élevage** | * 1167 personnes formées dont 621 femmes sur la transformation et conservation des produits d’élevage ; * mise à la disposition des producteurs à prix subventionnés des équipements et matériels pour la transformation de la volaille soit 3500 grillages, 50 poly tank, 50 radians à gaz, 1500 casiers de transport de volailles, 50 couveuses ; * mise à la disposition des producteurs à prix subventionnés des équipements de transformation du lait |
|  | **Améliorer le niveau d’exploitation du Centre aquacole du barrage de Bagré** | Après de la défaillance des repreneurs privés de la ferme aquacole de Bagré, Bagrépôle, la Direction Générale des Ressources Halieutiques a pris l’engagement de relancer intégralement à son propre compte les activités des unités de production de poisson marchand et de fabrique d’aliment. De ce faite les activités suivantes ont été réalisées :   * remise à niveau de l’usine de production d’aliment suivie d’une production de 61 tonnes d’aliment * aménagement de 33 étangs suivi de la production de semences piscicoles et de poisson marchand. |
|  | **Implanter une unité de fabrique d’aliments bétail dans la région du Sahel** | * pose de la première pierre de l’usine de Dori le 25 novembre 2016 ; * acquisition prévue en 2017 d’un module complet de fabrique d’aliment d’une valeur de 250 millions de FCFA dont 20 % subventionné par l’État |
|  | **Intensifier les sensibilisations des populations sur l’importance de la vaccination contre la MNC dans l’amélioration des productions avicoles** | 1. conception de supports didactiques et information/sensibilisation des acteurs et professionnels de la filière à travers :  * 01 film documentaire réalisé en 5 langues nationales ; * 75 281 personnes dont 18 016 femmes sensibilisées dans 180 villages relevant de 36 communes ; * production de spots publicitaires en français et 8 langues nationales ; * 13 séances régionales de sensibilisation sur la grippe aviaire et la MNC au profit de 2 214 personnes dont 900 femmes.  1. vaccination de 18278982 volailles en 2016 contre 15860503 en 2015 |
|  | **Ensemencer d’alevins les points d’eau** | 40 plans d’eau ont été ensemencés avec environ 5 150 000 alevins contribuant ainsi à l’augmentation de leur productivité et accroire les captures d’environ 22 000 tonnes de poisson, de crevettes, de grenouilles et de spiruline en 2016. |
|  | **Rouvrir et sécuriser les pistes à bétail traditionnels** | * 5 pistes de 654 km sécurisées dans le Sahel; * 1 piste à bétail de 5 km dans les HBS ; * 157 km de pistes aménagées dans l’est ; * 1 piste de 10 km aménagée dans le centre ; * 4 pistes de 95 km créées ou recouvertes dans le centre ouest ; * 6 pistes à bétail de 15 km dans le centre nord. |
|  | **Traduire la loi d’orientation sur le pastoralisme en langues locales et en faire une large diffusion** | 200 exemplaires de la LORP diffusés en français, fulfudé et mooré dans le Nord |
|  | **Créer et équiper les unités de transformation pour valoriser les produits de l’élevage au profit des jeunes et des femmes** | * construction de 2 centres de collecte de lait construits dans le Nord (Papsa) ; * construction de 2 centres de collecte de lait construits dans le Centre Nord (Papsa) ; * 4 UTL équipées dans le sahel par le PAM ; * 2 UTL équipées dans le centre ouest ; * 1400 poulaillers construits ; * construction de 560 porcheries construites |
|  | **Encourager la consommation des produits locaux lors des grandes cérémonies et des ateliers** | Réalisé à travers la restauration lors des rencontres (conseils de cabinets, conseils de direction, ateliers, formations), les commandes des articles artisanaux (sacs en cuirs pour agents) et les cadeaux offerts aux hôtes |
|  | **Créer un fonds de développement des ressources halieutiques** | Une étude de faisabilité pour la création de ce fonds est en cours. Par ailleurs dans le cadre du projet GCP/FAO Création d’emplois pour les jeunes dans les filières aquacoles un processus a été engagé pour la création d’un fonds de crédit revolving pour les promoteurs privés en aquaculture. |
|  | **Appliquer la loi d’orientation relative au pastoralisme (loi .34-2002)** | * tenue de 5 sessions des comités régionaux de la transhumance ; * 15 236 producteurs sensibilisés sur les conditions d’une transhumance transfrontalière apaisée ; * diffusion de 2300 Certificats Internationaux de Transhumance (CIT) et 1000 Certificats Nationaux de Transhumance (CNT). |

**Annexe 3** : ***Etat de mise en œuvre des recommandations et engagements de la 19ème édition de la Journée nationale du paysan (JNP) par les directions et services du Ministère en charge de l’environnement***

| **N°** | **RECOMMANDATIONS** | **SERVICES/ DIRECTION RESPONSABLES** | **ETAT DE MISE EN OEUVRE** |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | **Former les acteurs en technique de collecte des PFNL et de recherche de marché** | DGEVCC | La mise en œuvre de cette recommandation s’est traduite par la formation de 438 acteurs sur des thématiques variées, soit 105 sur la mise en place et la gestion de jardins nutritifs, 128 sur l'extraction du beurre de karité, savon et pommade, 25 sur l'extraction d'huile de balanites, savon et pommade, 102 sur la fabrication de soumbala et 78 sur l’apiculture. Les formations en techniques de transformation ont connu la participation de 65 hommes et 268 femmes.  Quant à la recherche de marché, les principales actions ont concerné l’organisation d’une foire nationale, l’appui à l’organisation et à la participation des acteurs à la foire du chitoumou à Bobo, l’appui des acteurs à la participation aux Journées Agro-Alimentaire (JAAL) de Ouagadougou. |
| 2 | **Subventionner les équipements de transformation des PFNL** | DGEVCC | Il n’y a pas eu, à proprement parler, de subventions pour l’équipement.  Cependant de nombreuses unités de transformation ont été rendues opérationnelles à travers des formations ciblées et des appuis en kits de matériel. Ainsi, on dénombre l’opérationnalisation de:   * 03 unités d'extraction de beurre de karité à travers la formation à l'utilisation de la baratte, de la décortiqueuse manuelle, du torréfacteur et du séchoir solaire ; * 05 unités de fabrication de soumbala à travers la formation à l'utilisation et à l'entretien des séchoirs solaires dans le Centre sud. * 09 unités de fabrication de soumbala à travers la formation à l'utilisation et à l'entretien des séchoirs solaires tunnel, les appuis-conseils sur les équipements, les techniques de transformation et de commercialisation. * 08 unités de production de miel à travers les appuis-conseils, l'apport du matériel complémentaire (combinaisons, lève-cadres, enfumoirs). |
| 3 | **Créer un fonds d’appui au développement de l’économie verte** | DGEVCC | Cette recommandation n’a pas connu de début de mise en œuvre. |
| 4 | **Améliorer l’accès à l’équipement de transformation des PFNL** | DGEVCC | La mise en œuvre de cette mesure a essentiellement porté sur l’acquisition de kits de matériels au profit des acteurs producteurs et transformateurs des PFNL. On compte ainsi :   * 17 kits de matériel de délimitation et d’entretien de parcs à karité ont été acquis au profit des acteurs sur 10 kits prévus; * 19 Kits d'équipements de collecte des amandes de karité et de chitoumou acquis dans le cadre du PADEFKA au profit des acteurs; * 20 kits d’équipements adaptés de récolte, de collecte, de transport, de conservation des PFNL en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL ; * 13 kits de matériel pour la délimitation, la protection et l'entretien de parcs à karité en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL ; * 30 kits de matériel pour la production des PFNL dans les jardins nutritifs en cours d’acquisition au profit des acteurs directs de PFNL.   On peut signaler également la construction en cours de :   * 05 infrastructures de stockage des amandes et des chenilles de karité ; * 01 vitrine pour la promotion des PFNL Bobo Dioulasso ; * 06 centres de collecte et de traitement de miel les régions des Hauts Bassins, Cascades, Est, Centre Sud, Centre Ouest et Boucle du Mouhoun. |
| 5 | **Introduire des modules de formation dans les CPR pour le renforcement des capacités des acteurs PFNL** | DGEVCC | En attendant la révision des programmes de l’Eole Nationale des Eaux et Forêts, des conférences y ont été animées sur les thématiques émergentes dont les techniques de valorisation des PFNL, la collecte-traitement-analyse et diffusion des données statistiques sur l’exploitation et la commercialisation des PFNL. |
| 6 | **Structurer les acteurs à la base selon l’acte uniforme de la société coopérative** |  | La table filière karité a été appuyée à la relecture des projets de textes suivants :   * Les projets de statuts et règlement intérieur des sociétés coopératives avec conseil d’administration ; * Les projets de statuts et règlement intérieur des sociétés coopératives simplifiées. |
| 7 | **Elaborer des textes législatifs et règlementaires relatifs à l’entreprenariat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique** |  | Deux projets de textes ont été adoptés. Il s’agit du :   * projet d’arrêté conjoint N°2016…………..../MEEVCC/MEF portant modalités, conditions et taxes d’exploitation industrielle et commerciale des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso ; * projet d’arrêté interministériel N°2016-\_MEEVCC/MINEFID/MTMUSR/MCIA portant conditions de circulation et de stockage des produits forestiers non ligneux. |
| 8 | **Rendre accessible les financements aux jeunes formés dans les CPR les établissements privés professionnels** | FIE | Le gouvernement a mis en place le Fonds d’Intervention pour l’Environnement (FIE), outil financier de mobilisation des financements et d’allocation des ressources mobilisées aux structures intervenant dans le domaine de l’environnement. C’est ainsi que, dans le cadre du 3ème appel à projets dudit fonds, un montant de 10 000 000 FCFA (contribution du promoteur est de 10%) est prévu pour chaque projet soumis. Les associations ou groupements des jeunes formés dans les CPR et les établissements professionnels privés pourront éventuellement postuler aux financements en soumettant des projets dans les guichets de leurs choix. Le 3ème appel à projets couvre six régions administratives: Boucle du Mouhoun, Hauts bassins, Nord, Centre Ouest, Sud-Ouest, Cascades. La sélection des bénéficiaires se fait par appel à projets. |
| 9 | **Alléger le circuit de financement des projets des jeunes** | FIE | Le FIE se veut un outil souple de financement dans le domaine de l’environnement et de la lutte contre la pauvreté. Les procédures de sélection des projets à financer, le déblocage des fonds et le suivi de l’utilisation des financements accordés par ont été pensés pour obéir à ce principe. |
| 10 | **Mettre en œuvre des actions vigoureuses de sauvetage de la faune** | DGEF | La mise en œuvre de cette recommandation s’est traduite par l’intensification des actions de surveillance et l’aménagement d’ouvrages divers dans les Aires de Protection Fauniques (APF), en vue de dissuader et de sécuriser la faune et son habitats. Ainsi, on peut citer :  • l’accroissement du nombre de sorties de surveillance dans les différentes régions avec en moyenne 1500 hommes par jour de sortie de surveillance dans chaque APF ;  • la réalisation d’une opération de ratissage et de patrouille conjointe d'envergure dans toutes les aires de faune des régions de l'Est et du Centre Sud avec l'appui du PAPSA ;  • la réalisation d’aménagements dans les APF de la région de l’Est (Parcs d’Arly et du W) par le Programme d’Appui au Parcs de l’Entente (PAPE) : réhabilitation de 02 points d’eau, réalisation 05 forages équipés de pompe solaires, entretien de 500 Km de pistes ouverture de 150. Km de pistes ;  • l’entretien de plus de 3000 km de piste et de 80 points d’eau dans les concessions de chasse ;  • le lancement de marchés de travaux de réalisation et/ou de réhabilitation d’infrastructures hydrauliques dans les réserves de faune dans le cadre du projet d'Atténuation des effets du stress hydrique sur la grande faune (PASHF) : 59 mares ou boulis, 56 forages équipés d’un système de pompage solaire, 8 retenues d’eau ;  • la réalisation d’un inventaire général de la faune et un inventaire spécifique des grands carnivores dans l’ensemble des aires fauniques de la région de l’Est et en vue de connaitre le potentiel existant.  Par ailleurs, il a été adopté le décret N°2016- 111 IPRESIPM/MEEVCC/ MATDSI portant conditions et modalités de réparation des dommages causés par certaines espèces animales sauvages au Burkina Faso. La mise en œuvre de ce décret à travers le FIE a permis de désamorcer les tensions sociales consécutives aux dégâts d’animaux et de susciter chez les populations une opinion plus favorable à la conservation de la faune. |
| 11 | **Appuyer les actions de Régénération Naturelle Assistée (RNA)** | DGEF | Les actions de RNA s’inscrivent dans le cadre global de la gestion des terres des écosystèmes forestiers. Ainsi, des activités de protection et de restauration notamment la gestion des berges des plans et des cours d'eau, de gestion des feux en milieu rural, de récupération de terres dégradées et de fixation des dunes ont été menées. En termes de réalisation, on note :  • La réalisation de 3 966,65 hectares de Régénération Naturelle Assistée ;  • La récupération de 8 528,62 hectares de terres dégradées ;  • La fixation et l’entretien de 142 km de dunes. |
| 12 | **Introduire l’éducation environnementale dans les programmes de formation formelle et non formelle** | DGPE | L’expérimentation des contenus des curricula intégrant l’éducation environnementale est en cours dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Plateau Central, de l’Est, du Sahel et des Hauts Bassins. Quarante-quatre (44) écoles sont concernées par l’expérimentation qui est à sa deuxième année.  A la fin de l’expérimentation, la réforme sera généralisée à toutes les écoles des cycles de la maternelle, du primaire et du post primaire. De ce fait, l’intégration de l’éducation environnementale dans les curricula sera effective. Il restera le cycle secondaire et l’enseignement technique dont la réforme des curricula est en vue. Les mêmes dispositions seront prises pour en tenir compte de l’éducation environnementale.  Parallèlement, les documents pédagogiques disponibles sont promus auprès des différentes structures d’enseignement pour les inciter à s’approprier l’éducation environnementale en vue de sa généralisation. Dans ce sens, les clubs écologiques sont promus dans l’éducation formelle et non formelle pour renforcer l’éducation environnementale. |
| 13 | **Appuyer la création d’unités de récupération et de transformation des emballages plastiques** | DGPE | Le Projet National de Traitement et de valorisation des Déchets Plastiques ambitionne construire des centres régionaux de traitement et de valorisation des déchets plastiques. Ces centres permettront de mettre à la disposition de chaque région une infrastructure permettant le stockage, le tri, lavage, séchage et broyage des déchets plastiques en vue de leur valorisation en de nouveaux produits de consommation.  A ce jour, le centre de traitement et de valorisation de la région du Sahel est construit et la réception des travaux est en cours. La ville de Ouagadougou dispose déjà d’une unité de traitement et de valorisation des déchets plastiques. Le Ministère en charge de l’environnement dispose aussi d’un centre dont la gestion a été confiée à une association. Il s’agira donc pour la région du centre, de renforcer les capacités de ces centres en vue d’améliorer leurs résultats.  Pour l’exerce budgétaire 2017, il est prévu la construction de six (06) nouveaux CTVDP. Le processus de passation des marchés est déjà engagé pour 5 d’entre eux (Boucle du Mouhoun, le Sud-ouest, le Centre Sud, les Hauts Bassins et du Centre Est). Ces centres sont destinés à être rétrocédés aux communes à la fin du projet.  Le plaidoyer se poursuit pour accélérer le processus de mise à disposition des sites par les communes afin que les centres restants puissent être construits au cours de l’exercice budgétaire 2018. |
| 14 | **Acheter et enlever les déchets plastiques stockés en région** | DGPE | Dans le cadre des activités du Projet National de Traitement et de Valorisation des déchets Plastiques, une campagne d’achat a été organisée en 2016 et a concerné les treize régions du Burkina Faso. L’achat de 2016 a concerné les déchets déjà collectés et stockés dans les 13 régions mais aussi le dédommagement des sinistrés identifiés et la compensation du stock du service départemental de Saaba conformément aux recommandations du comité ad hoc. Il a concerné les déchets plastiques légers et les bidons PET sur la base du quota fixé pour la localité.  A l’issue de l’opération de pesée et d’achat qui ont été conduits en novembre et décembre 2016, 1 428 333 kg de sachets plastiques correspondant à 178 541 625 FCFA ont été pesés et payés conformément à la grille de cota mis en place à cet effet. Des équipes sont en pied d’œuvre pour transporter les stocks vers les sites définitifs dans les régions et ces déchets achetés pourront servir dans les centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques qui seront construits. |

**Annexe 4** : ***Etat de mise en œuvre des recommandations et engagements de la 19ème édition de la Journée nationale du paysan (JNP) par les directions et services du Ministère en charge de l’eau et de l’assainissement (MEA)***

| **N°** | **RECOMMANDATIONS** | **ETAT DE MISE EN OEUVRE** |
| --- | --- | --- |
| 1 | Prendre des dispositions pour mobiliser suffisamment de ressources pour finir les travaux d’aménagement du barrage de Samandeni | Les travaux avait connu une suspension du fait de la non mise en œuvre du PGES. En 2016 le gouvernement a accordé une rallonge budgétaire pour dédommager les populations afin de permettre la finalisation des ouvrages  Les efforts consentis par l’Etat et l’ensemble des acteurs pour la résolution des difficultés liées à la mise en œuvre du PGES et l’achèvement des travaux ont permis d’instaurer et d’animer un dialogue permanent avec les populations et de mobiliser les ressources financières nécessaires. Le coût pour l’achèvement des travaux en 2017 est de 32 590 779 000 F CFA. La mise à eau du Barrage est prévue pour le mois de juin 2017. |

**Annexe 5** : ***Etat de mise en œuvre des recommandations et engagements de la 19ème édition de la Journée nationale du paysan (JNP) par les directions et services du Ministère en charge du commerce de l’industrie et de l’artisanat (MCIA)***

| **N°** | **RECOMMANDATIONS** | **ETAT DE MISE EN OEUVRE** |
| --- | --- | --- |
| 1 | Finaliser et rendre fonctionnel l’usine de transformation des produits maraichers de Loumbila | Un administrateur provisoire a été nommé pour prendre en charge le dossier et créer les conditions de relance du la société. |